

Article | 29 octobre 2019



Réactions au rapport El Khomri : place aux actes... et vite !

Quelques heures après la remise du rapport de Myriam El Khomri sur l'attractivité des métiers du grand âge, les acteurs du secteur restent sur leur faim. Si tous saluent les mesures proposées, ils attendent maintenant un engagement du gouvernement, en particulier sur les moyens.

« Le rapport de Myriam El Khomri est d'une grande qualité et valide les constats que nous faisons depuis des années », se félicite Guillaume Quercy, président d'UNA, quelques heures après la remise, par l'ancienne ministre de son **rapport** sur l'attractivité des métiers du grand âge. Quelles sont les propositions phares du rapport, selon lui ? « Le lien établi entre attractivité des métiers, rémunérations et modèle économique des services d'aide et d'accompagnement à domicile [Saad] ou encore la proposition d'un opérateur de compétences (Opco) unique à tous les acteurs ».

Quelle traduction ?

De même, la Fédération nationale Avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) approuve le « consensus [qui] se dégage sur les mesures indispensables à mettre en œuvre en matière de formation, de communication et de revalorisation des salaires ». Elle juge néanmoins

que « *cela ne suffira pas à régler à court terme la situation de crise des établissements et services, les effets de ces mesures n'étant pas immédiats* ». Et la fédération d'appeler le gouvernement à « *passer à l'action* ».

Même Marc Bourquin, conseiller stratégique à la Fédération hospitalière de France (FHF) et membre de la mission El Khomri, pointe sur Twitter « *les mesures fortes et porteuses d'espoir... qui restent à traduire dans les faits à l'instar du [rapport Libault](#)* ».

L'urgence de revaloriser les salaires

La première mesure à prendre immédiatement selon Guillaume Quercy ? Sans surprise, celle de revaloriser les salaires. « *Le rapport prévoit cette revalorisation à l'horizon 2021. Or, il est nécessaire de débloquer 220 millions d'euros tout de suite* », lance le président d'UNA, qui invite les parlementaires à inscrire cette enveloppe dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2020 en cours d'examen.

Sans ce « *signal fort* », Guillaume Quercy n'exclut pas d'appeler les salariés du secteur à rejoindre les professionnels de l'hôpital qui manifesteront le 14 novembre.

Une nouvelle concertation ?

Quant à l'annonce d'une conférence sociale par la ministre Agnès Buzyn, elle ne semble pas convaincre. « *On repart à nouveau sur une concertation* », déplore Clémence Lacour, responsable des relations institutionnelles à la Fnaqpa, qui poursuit : « *Les rapports Libault et El Khomri font naître beaucoup d'espoir, mais le PLFSS est très décevant* ».

Sur cette question, la CFDT propose de préparer un PLFSS rectificatif pour inscrire dès 2020 les moyens financiers exigés par le rapport.

Au final, Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss, résume bien la situation : « *Après ses deux rapports, la balle est maintenant dans le camp de l'exécutif qui a tous les éléments pour faire des arbitrages* ».



Noémie COLOMB

SOURCES

- [Communiqué de la Fnaqpa](#)
- [Communiqué de la CFDT](#)
- [Communiqué d'UNA](#)